



# Aperçu historique de la ville de Carbonne



# Aperçu historique de la Ville de Carbonne

*Avec la collaboration de l'association*



Histoire et traditions carbonnaises



« L'Histoire et les traditions  
sont le ciment d'une communauté »



**Maison commune avant 1785.**



**Prise de vue 1905 de la mairie.**



**Foyer populaire en 1935.**



**Hôtel de ville en 1970.**



**Hôtel de ville en 1982.**

# Le Mot du Maire

---

*Chères concitoyennes, chers concitoyens,*

La ville de Carbonne est heureuse d'éditer cet « Aperçu historique de Carbonne » en collaboration avec l'association Histoire et traditions carbonnaises.

A la demande de la Mairie, celle-ci s'est chargée de l'intégralité des textes et des illustrations, et, comme dans tous les travaux qu'elle réalise, l'a fait avec beaucoup de sérieux et de qualité. Comme toujours ils ont su nous montrer leur enthousiasme à transmettre le passé qui témoigne de leur passion pour Carbonne et son histoire.

Offrir à tous la possibilité de découvrir la mémoire de notre ville, l'importance de la sauvegarder, la nécessité de la transmettre à travers les générations, telle est la vocation première de cet ouvrage. S'il peut vous donner envie d'approfondir vos connaissances historiques de la ville, favoriser votre accueil et votre implication, nous en serions ravis.

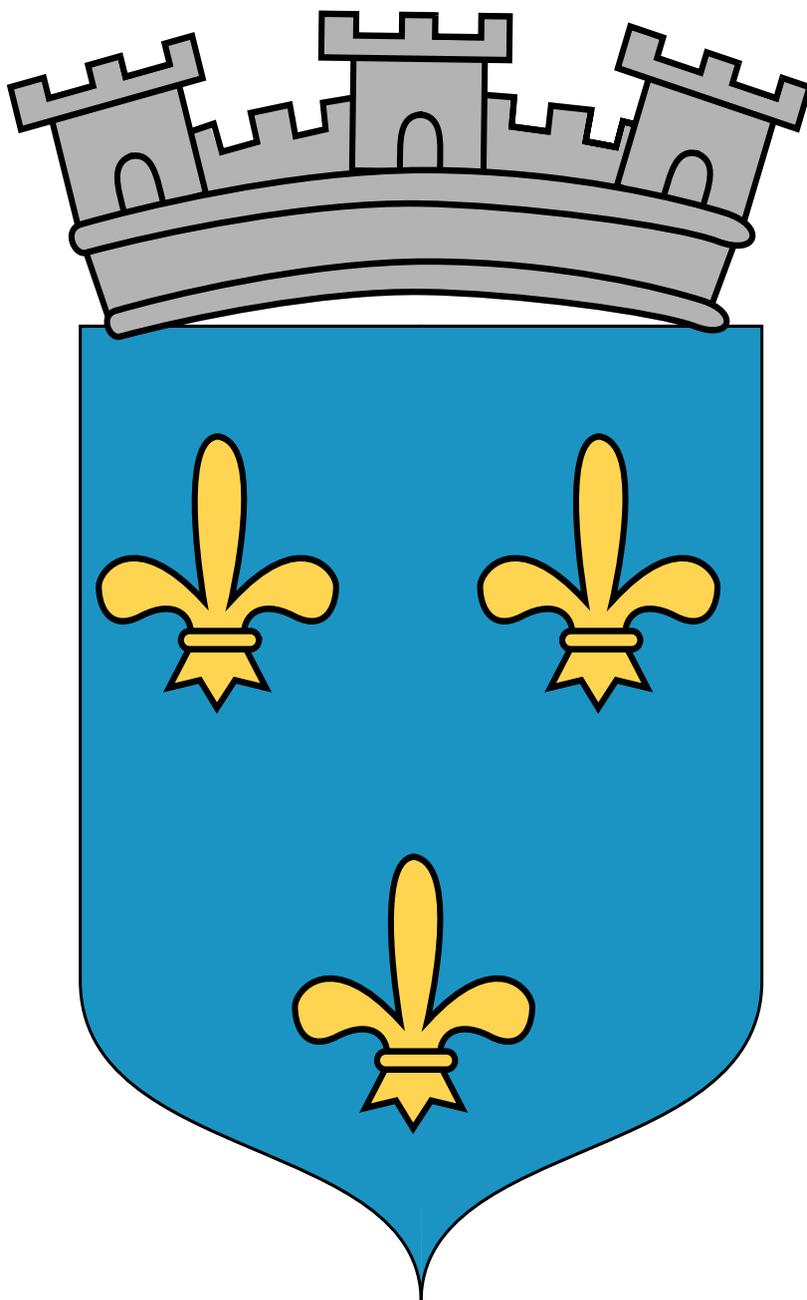
Vous pourrez, d'ailleurs, trouver de nombreux ouvrages à la bibliothèque municipale dont la revue éditée par Histoire et Traditions Carbonnaises.

En espérant que cette lecture vous permettra d'imaginer ce que Carbonne était hier, d'apprécier son évolution, de bien y vivre aujourd'hui et, j'espère, contribuer à ce qu'elle sera demain.

Bien à vous.

*Votre maire,  
Guy Hellé.*

## Armoiries de la Ville de Carbonne



# Avant-Propos

---

L'histoire de Carbonne a déjà été écrite par l'Abbé Joseph Dedieu dans « *Histoire de Carbonne, les institutions communales d'une bastide sous l'ancien régime* » et par Henri Ménard dans « *Carbonne, huit siècles d'histoire* ».

Nous leur savons gré du travail remarquable qu'ils ont effectué.

Notre propos n'est pas de rééditer ou de copier leurs œuvres mais de résumer si possible cette histoire en y ajoutant dans la mesure de nos moyens quelques documents, quelques notes, quelques photographies.

Nous dédions ce livre à nos amis anciens carbonnais pour, suivant Joseph Dedieu, « *accroître en eux l'amour de la petite patrie* » mais surtout à tous les nouveaux arrivants dans notre cité afin qu'ils connaissent son passé, ses monuments, s'y intègrent avec bonheur et continuent à vivre, en harmonie, cette aventure commune.

Fidèles au travail d'Henri Ménard nous présenterons :

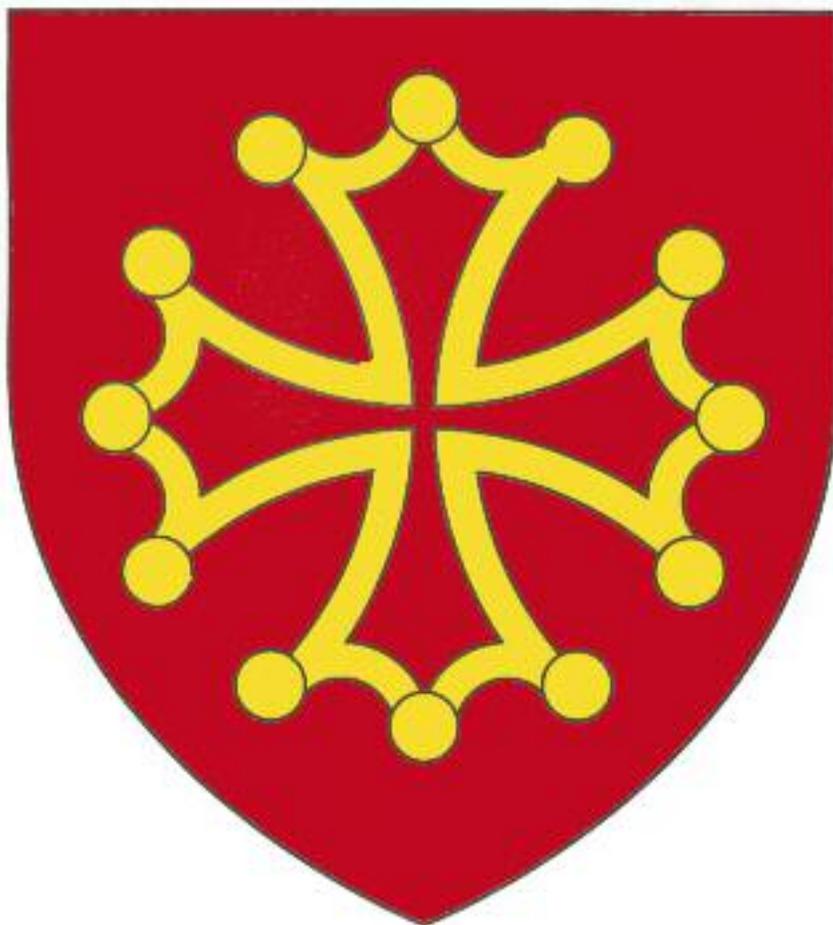
- un chapitre sur la chronologie de cette histoire ;
- un chapitre sur divers thèmes.

Nous remercions la municipalité de Carbonne qui nous a demandé d'effectuer cet ouvrage et en assure l'impression et la diffusion.

La rédaction de ce livre a été effectuée par le Docteur Claude Ferré, assisté de Jean Faragou pour les textes, de Raymond Galinié pour les illustrations, travail supervisé par Édouard Argel, président et André Lagarde, président honoraire d'H.T.C.

*Histoire et traditions carbonnaises.*

**Croix de Toulouse  
ou Croix du Languedoc ou Croix occitane**



**(Carbonne appartenait à la province du Languedoc,  
dans le Comté et la Sénéchaussée de Toulouse, diocèse de Rieux)**

## Première partie

# Histoire chronologique

### La période Gallo-Romaine :

La région de Carbonne est peuplée dès le néolithique, car on a trouvé des restes de la présence humaine aux abords de la Garonne, datant de cette période.

Vers le V<sup>e</sup> siècle avant J.C., des Celtes de la tribu des *Volques-Tectosages*<sup>(1)</sup>, s'installent dans notre région, prenant Toulouse pour capitale. Ils occupent chez nous un *oppidum* dominant le confluent de l'Arize et de la Garonne.

Au I<sup>er</sup> siècle après J.C., les romains, ayant soumis les Volques, obligent la population de ce village fortifié à s'établir en contrebas dans la plaine. Ainsi se forme le *vicus de Gonac* (Gonacum) près de l'actuel Pont de Pierre.

De nombreux vestiges de la présence romaine ont été trouvés à Carbonne et aux alentours – notamment à Marquefave où se situait une *Villa* et à Lafitte-Vigordane (*Quérilhac*), où passait la voie romaine de Toulouse à Saint-Bertrand de Comminges (*Civitas Convenarum*).

En 413 les Visigoths envahissent Toulouse et sa région puis les Francs, les Vascons et les Sarrasins. Ceux-ci occupent le territoire de 719 à 732.

### Le Moyen-âge :

Devant l'insécurité et les pillages, des habitants de Gonac s'installent sur la rive gauche de la Garonne dans le méandre du fleuve appelé aujourd'hui le Bout du Pont.

À partir de 766 avec l'Empereur Charlemagne, les Comtes Carolingiens administrent la province et apportent un peu d'apaisement. Le christianisme gagne le pays, les villages se créent avec leur église et les monastères s'installent.

À la mort de Charlemagne, l'Empire est dépecé et les Normands remontent la Garonne jusqu'à Toulouse et sa région. Les comtes, les vicomtes et barons se rendent maîtres du territoire. Ils érigent des châteaux pour sa

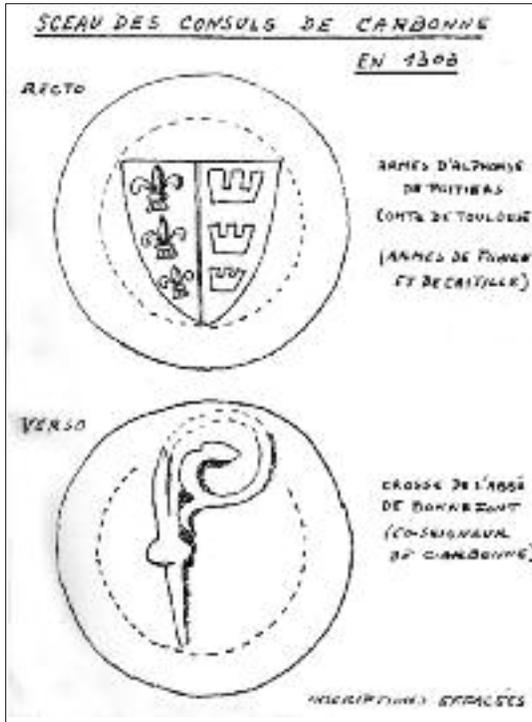
---

(1) Volvestre ne vient pas de Volques. Ce mot qui signifie peuple : *volk*, ne peut avoir généré un toponyme. Par contre l'hypothèse pays du *Volp* est très acceptable (voir revue d'H.T.C. n° 1).

défense. La société féodale s'organise entre le seigneur qui assure la défense, les manants qui cultivent la terre qui leur a été donnée en usufruit et l'église qui assure le salut de l'âme dans l'au-delà.

Du X<sup>e</sup> au XII<sup>e</sup> siècle l'église et les ordres religieux deviennent de plus en plus influents.

Ainsi en 1173 la *granga de carbona*, la *granga de canet* et la *granga de gonac* <sup>(2)</sup>, sont cédées à l'abbaye de Bonnefont, par les familles de Tersac, de



Noé, de Montaut, de Lézat, de Benque, de Marquefave. Le site de Gonac sur la rive droite est de plus en plus abandonné au profit du site de Carbona situé dans la boucle sur la rive gauche de la Garonne, plus facile à défendre devant les incursions des bandes de pillards. Une petite colonie de juifs venant du Portugal et d'Espagne s'y était aussi réfugiée ainsi que quelques partisans de l'hérésie cathare. Ceux-ci furent pourchassés par les troupes d'Amaury de Montfort et en 1244 le village de Carbona fut pillé et incendié.

En 1256, l'abbé de l'abbaye de Bonnefont, Jean de Mauléon, fonde en *paréage* <sup>(3)</sup>

avec Alphonse de Poitiers, comte de Toulouse et frère de Louis IX, la bastide de Carbonne. Une charte des coutumes et des franchises est signée en 1256 qui règle l'état juridique des contractants, le statut territorial des lieux et l'organisation municipale. Elle accorde à la ville un marché hebdomadaire et trois foires par an.

La bastide est administrée par quatre consuls (dont le premier prendra au XVII<sup>e</sup> siècle le titre de Maire) et par un *Conseil politique* de 30 membres élus au scrutin secret parmi les natifs de la ville possédant un bien fonds de plus de 500 livres.

(2) *Granga* : étendue de terrain cultivé ou cultivable.

(3) *Paréage* : Partage. Institution par laquelle un suzerain faisait abandon de la moitié ou d'une partie de sa suzeraineté en faveur d'un protecteur qui lui promettait une aide temporaire ou permanente.

Vers 1260 un pont est lancé sur la Garonne. Il en demeure la pile centrale dans le lit du fleuve désignée sous le nom de Pila.

Une paroisse est créée par l'abbé de Bonnefont et une église est construite sous le patronage de Saint-Laurent.

Le 11 janvier 1309, le Pape Clément V, Bertrand de Goth, ancien évêque de Comminges, s'arrête à Carbonne lors de la visite de son ancien évêché.

## **Les guerres de cent ans et de religion :**

Le diocèse de Rieux est créé en 1317 par le Pape Jean XXII par démembrement du diocèse de Toulouse et l'administration religieuse de Carbonne échappe à l'abbé de Bonnefont.

La guerre de Cent ans fait rage et le 18 novembre 1355 voit l'incendie et la destruction de Carbonne par les troupes Anglo-Gasconnes du Prince de Galles, dit le *Prince noir* en raison de la couleur de son armure et de son étendard. Selon la tradition les habitants de Carbonne se seraient enfuis par le pont du Pila sur la rive droite de la Garonne où pour échapper aux hordes ennemies, ils repoussèrent les attaques des anglais.

Malgré les épreuves, l'abbé de Bonnefont obtient du comte d'Armagnac et du roi Jean le Bon, l'autorisation de reconstruire la ville dont les privilèges sont maintenus.

Cette reconstruction se fait au nord de l'église paroissiale et du quartier du Bout du pont. À l'est, la ville est défendue par le mur de la Roche et la Garonne, à l'ouest, par la falaise des Gages, au sud, par une muraille au niveau de l'Esplanade (actuellement place Jules Ferry) et au nord, par un rempart au niveau de la rue des Jardins, se prolongeant le long de la chapelle Saint-Jacques jusqu'à la Roche. Les remparts étaient percés au nord par la porte Saint-Jacques, rue de Sales, (actuelle rue Jean-Jaurès) et par la porte Notre-Dame sur la Grand-rue, (actuelle rue Gambetta) et au sud par la porte Saint-Antoine sur la rue du Milieu.

En 1391 survient une épidémie de peste noire qui d'après Blaise Binet « *n'y laissa que douze familles* ».

Pendant le XIV<sup>e</sup> siècle des bandes de routiers pillent la région, mais Carbonne fut protégée par ses remparts.

La ville de Carbonne fut peu touchée par les guerres de religion. Cependant elle servit de base aux troupes royales qui combattaient les Huguénots. Il fallait loger et nourrir ces troupes et à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle les finances de Carbonne étaient complètement ruinées.

En 1627, de nouveaux statuts municipaux sont établis et sont ratifiés par le Parlement de Toulouse. Le Conseil politique comprend toujours 30 membres. Ne sont éligibles que les personnes originaires de la ville possesseurs d'un bien fonds de plus de 200 écus ou les étrangers habitant depuis plus de

cinq ans, possesseurs d'un bien fonds de plus de 400 écus. Ils doivent être de condition libre et ne peuvent être en procès avec la ville. Les consuls sont toujours au nombre de quatre avec un premier consul : le Maire.

Depuis les guerres, les finances communales sont ruinées. De plus, pendant cette période un certain nombre d'officiers municipaux appelés *reliquataires* ont détourné des fonds, fait disparaître des titres et des documents de la communauté, engagé des procès, fait des indécitesses qui ont aggravé cette crise des finances communales.

## Les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles :

Le passage des troupes royales lors des guerres Franco-Espagnoles de 1635 à 1659 a aggravé un peu plus les choses.

Devant l'incompétence et les indécitesses des consuls ainsi que les besoins financiers du pouvoir royal, les fonctions consulaires deviennent vénales. À Carbonne un certain Ricard de Montpellier achète l'office de maire, mais ne viendra jamais habiter la ville. Par la suite les offices de maire et de consuls qui ne sont plus électifs seront achetés par des bourgeois : Jean-Etienne Prosjean, Jean Dupau.

La communauté rachète en 1750 à Monsieur de Laroque, châtelain de Gratens, qui les tenait depuis 1725, les droits de justice, de leude , d'albergue et du four banal .

Les années 1764-1766 sont des années de désordres, de brigandages qui font régner la terreur dans les campagnes, et il est constitué une milice de six hommes pour faire régner l'ordre. À cela s'ajoute une suite de calamités agricoles : grêle, inondations, épizootie...

En 1767 est pourvu à Carbonne l'office de *Gouverneur* qui est officier des troupes royales et est le représentant du Roi. Il habitait dans le quartier du Bariot dans l'immeuble surmonté du pigeonier dit Tour du gouverneur. Ses activités étaient très minimes. En 1775 on revient au système électif et le maire est élu pour quatre ans, son lieutenant pour trois ans et les deux autres consuls pour un an. Bernard Picolle est le premier maire élu et Jean Baron le premier lieutenant.

Le Conseil Politique décide, en 1785, la construction d'un nouvel *Hôtel de ville*, surmonté d'un beffroi avec une horloge, à l'emplacement de l'actuelle maison des aînés (place Jules Ferry) ; tandis que les États du Languedoc font construire le pont de pierre et l'allée qui va de l'esplanade au pont, appelée allée de Brienne (actuellement avenue Frédéric Mistral).

À la veille de la Révolution la situation économique est à nouveau désastreuse, en raison des mauvaises récoltes de 1787 et 1788. Le blé vient à manquer et les boulangers ne veulent plus utiliser le *four banal* qui appartenait pour moitié à la municipalité et l'autre moitié à l'abbaye de Bonnefont.

## La Révolution et l'Empire :

La Révolution n'a pas apporté de grands bouleversements à Carbonne. La société est constituée par : *la noblesse d'épée* représentée par la famille d'Hautpoul de la Terrasse ; *la noblesse de robe* par la famille de La Fage et des Capitouls de Toulouse, propriétaires terriens ; *le clergé* par le curé Alexis Garès ; *le tiers-état* par la classe bourgeoise qui détient le pouvoir effectif (notaires, avocats, marchands, propriétaires..), enfin *les citoyens passifs*, les plus nombreux qui n'ont que peu de pouvoir (artisans, ouvriers du textile, paysans, bateliers, brassiers...).

Carbonne avait une population d'environ 900 habitants.

Le 11 mars 1789, est adopté le *Cahier de doléances*, demandé par le Roi Louis XVI. Il a été rédigé par Joseph-Étienne Prosjean, maire, Théodose et Joseph Dehoey, Jean-Pierre Jallier. Il a ensuite disparu.

Par décret de janvier et février 1790, Carbonne est élevé au rang de chef-lieu de canton dans le district de Muret et le département de la Haute-Garonne.

En octobre 1789, devant les troubles et les rumeurs qui agitent la région, le Conseil Politique demande à la province du Languedoc l'autorisation, qui lui fut accordée, de créer une Garde Bourgeoise pour maintenir l'ordre et la sûreté publique.

### **Furent élus :**

*Colonel-Commandant* : le Marquis d'Hautpoul.

*Lieutenant-Colonel* : Boussac maire.

*Majors* : Prosjean et Germain Dupau.

*Aide-major* : Picolle.

*Capitaines* : Thomassin, Antoine Dupau, Laveran, Duos, Surville.

*Lieutenants* : Daurie, Duos, Jallier, Baron, Laveran, Deprat.

*Capitaines porte-drapeau* : Fraisse, Bernadet, Ayrolles, Hugounet, Atoch, Delpech .

*Chirurgien major* : Bach. Venaient ensuite 24 sous-officiers et soldats.

Par ailleurs, un *Conseil de la commune* qui succédait à l'ancien Conseil Politique est élu. Il comprend douze membres et est dirigé par le procureur de la commune, Jean Piboul, notaire.

En avril 1790 a lieu *la nationalisation des biens de l'église* et leur vente en juillet. À Carbonne deux groupes furent établis :

- Les biens de l'abbaye de Bonnefont et de l'évêché de Rieux (trois maisons, 25 parcelles de terre, le moulin d'Avéranède et deux métairies.)

- L'église Saint-Laurent, la chapelle Saint-Jacques, l'hôpital, le presbytère et des parcelles de terre.

En novembre 1790, les prêtres sont tenus de prêter un *serment civique*. Le curé Alexis Garès et le vicaire Lafaille prêtent ce serment. Cinq autres

prêtres refusent et s'enfuient en Espagne en 1792 pour revenir en 1803.

Mars 1793 vit la création de la *Société Régénérée Patriotique* et du *Comité de Surveillance*. La Société Régénérée compte 55 membres et est présidée par Jean-Pierre Dupau. Le Comité de Surveillance est composé de 9 membres dont Alexis Garès, curé constitutionnel. Ils comprenaient les durs de la *Montagne* qui voulaient dénoncer et punir les suspects de la contre-révolution.

En avril 1793, la Société Régénérée se transforme en *Société patriotique et républicaine de Carbonne* affiliée à la *Société des Amis de la Constitution*, de Rieux. Un certain Pierre Barrau, agent national du district de Rieux, sur demande du citoyen Dartigoeyte, représentant du peuple à Toulouse, vient épurer les officiers municipaux. La municipalité toute entière est révoquée et remplacée sans être élue, par un nouveau maire Dehoey et de nouveaux conseillers.

Dès le mois de mai, le *Comité de Surveillance de Carbonne* commence l'épuration. D'abord par le nouveau maire Dehoey et l'officier municipal Benzenet remplacés par Piboul et Ayrolles. Puis Jean Cambon, Jean-Pierre Dupau juge de paix, Escoube père, Jean Abadie boulanger sont emprisonnés à Rieux.

Les familles soupçonnées d'incivisme quittent Carbonne pour se réfugier à Toulouse. Ce sont les familles de Bastard, Charles Dupau avocat, Dehoey, de Lampinet, de Boussac, d'Hautpoul, Bonny, Capoul. Elles seront dénoncées au Comité de Surveillance de Toulouse.

Le 8 septembre 1793, le Comité de Surveillance établit une liste de suspects des communes de Carbonne et de Marquefave. Le syndic de Rieux aggrave les mesures et 49 personnes sont ainsi arrêtées et incarcérées dans les prisons de Rieux.

À partir du 29 septembre, les membres du bureau du Comité deviennent eux-mêmes suspects. Le curé Garès, président, démissionne. L'opinion publique commence à résister. Une lutte fratricide se déclare au sein de la Société Régénérée. Le président Piboul, notaire, devient suspect et est arrêté, puis libéré en février 1794, sur intervention de Paganel.

Le 13 octobre, le Comité de Carbonne vote la libération de suspects et l'emprisonnement d'autres personnes.

En novembre 1793, Simon Daurie devient président du Comité de surveillance, avec des modérés qui adoptent des mesures de clémence et l'élargissement de nombreux emprisonnés. Paganel, ancien prêtre catholique, député à la Convention, ordonne la libération de Dupau, de Castres, d'Escoube, sa femme et ses enfants.

Dès février 1794, le *Comité de Surveillance de la commune de Carbonne* arrête ses réunions et disparaît.

Un *Comité de Surveillance* rénové essaie de voir le jour sous la présidence de Claverie et dans sa réunion d' Août (4 thermidor) décide de libérer 3 détenues de la commune de Marquefave parmi les 11 personnes encore prisonnières.

La *société républicaine épurée des sans-culottes de Carbonne*, qui avait succédé aux sociétés précédentes, est dissoute le 29 ventôse à la suite de la loi du 7 fructidor (septembre 1794) promulguée après la chute de Robespierre (9 thermidor).

Le premier recensement après la Terreur dénombre 948 habitants.

De 1795 à 1799, nous savons peu de choses car les documents ont disparu.

La gestion administrative est assurée par le Bureau du canton, sous la présidence de Delpech (aîné) et avec des représentants des autres communes. Au niveau de Carbonne est élu le *Bureau de la commune* présidé par Daurie qui remet de l'ordre dans les affaires municipales. Le titre de maire est supprimé jusqu' en 1799.

Au mois d'août 1799, une insurrection royaliste de 4.000 hommes, commandée par Rougé, ancien général républicain et par le comte de Paulo, représentant du roi, essaie de soulever la Haute-Garonne et l' Ariège. Les royalistes investissent la ville et après avoir mis en déroute, au Pont de Pierre, une colonne républicaine venue de Saint-Girons et commandée par Lera, montent une embuscade le long du mur du château de la Terrasse, contre une autre colonne républicaine de 1.500 hommes, venant de Cazères et commandée par le général Bartier. Les soldats républicains mitraillés à bout portant, se débandent et s' enfuient jusqu' à Saint-Gaudens. Il y aurait eu 68 tués et 200 blessés.

Après la reprise en main des troupes républicaines et la défaite de Rougé, une vingtaine de volontaires royalistes carbonnais furent emprisonnés ou portés disparus.

Après 1800, les notables reviennent aux affaires, la religion retrouve droit de cité, les finances sont assainies et de Boussac est de nouveau maire.

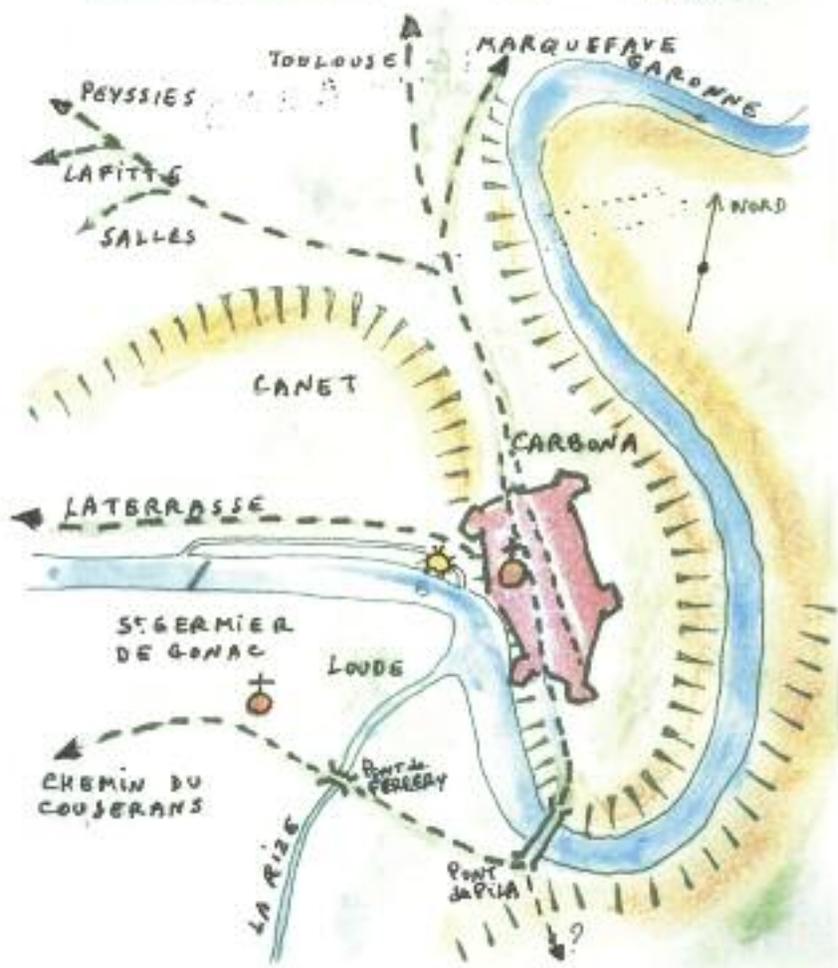
Le colonel Laveran est élu maire en 1807 et aménage la ville. Le budget de 1808 est en excédent.

Avec la fin de l' Empire le pays est épuisé. Après la défaite du Maréchal Soult contre l' armée anglo-portugaise de Wellington, en 1814, Carbonne est occupée par les troupes portugaises pendant quelques mois. Le colonel Laveran se rallie à Louis XVIII.

## **Les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles :**

De 1820 à 1886 fonctionnent deux usines métallurgiques à la Terrasse, qui fabriquent des limes et de la taillanderie exportées dans tout le sud-ouest.

# CARBONNE AU XIII<sup>e</sup>S.

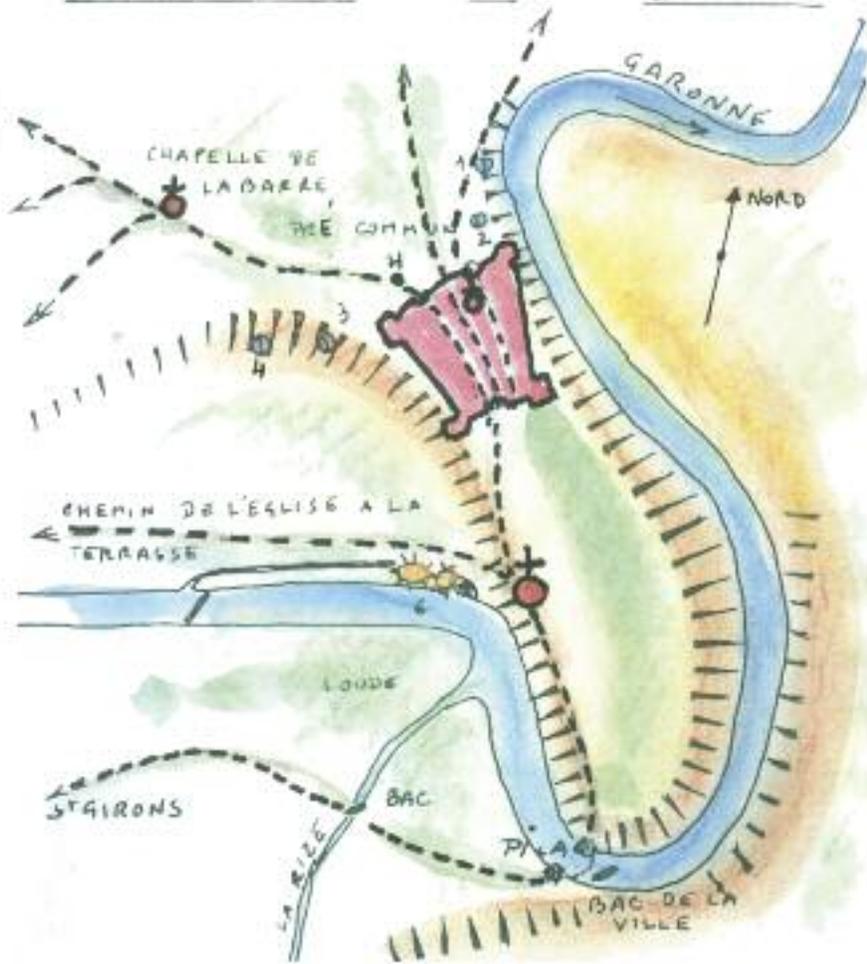


-  (5)- Moulin de BONNEFONT
-  Eglise et Chapelles
-  Habitations de la ville

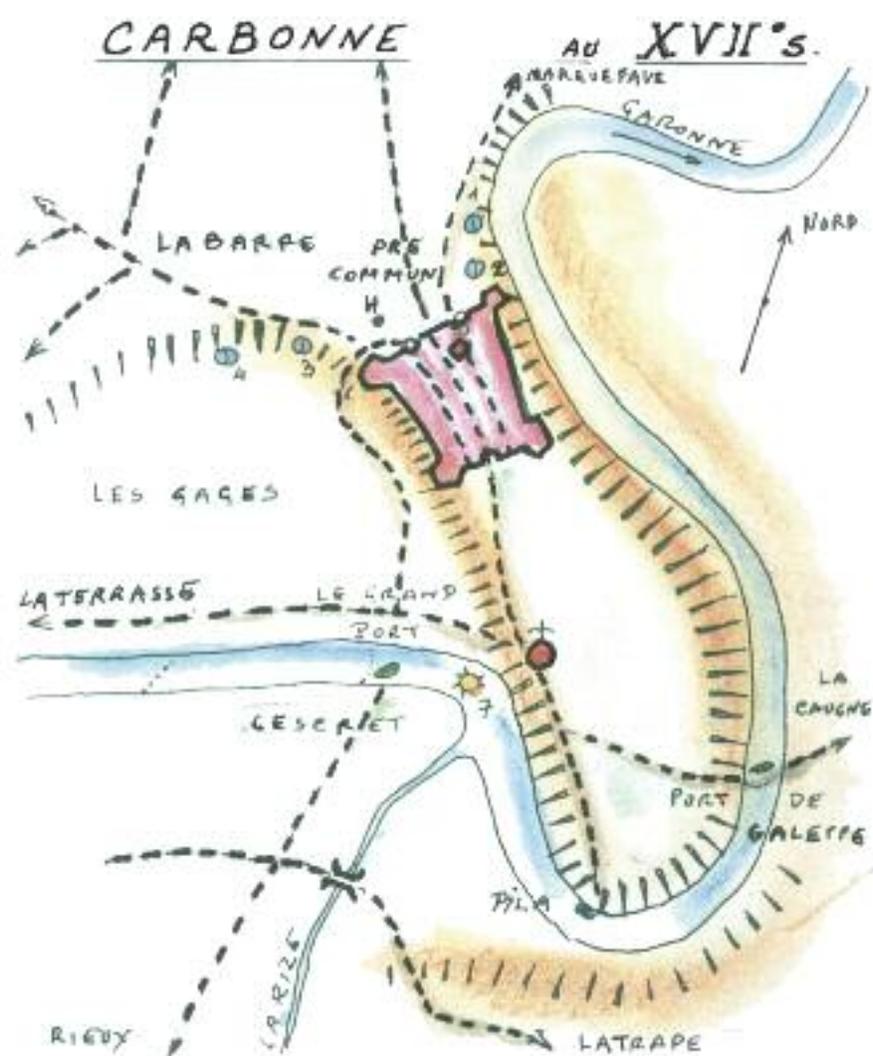
# CARBONNE

AU

XV<sup>e</sup> S.

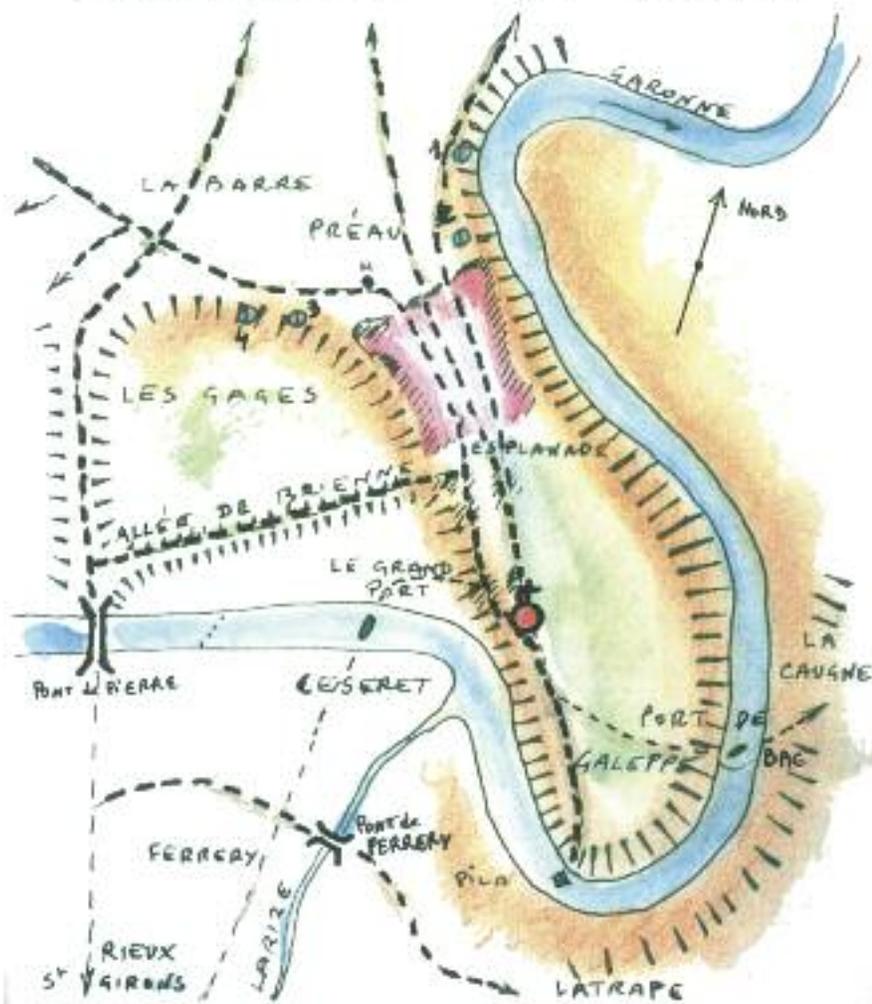


- Fontaines : (1) de Canabas, (2) du Pré Commun, (3) de Paillargues  
(4) de Bonnefont
- ☼ (6) Moulins de Nollot et de Belbeze    ● Bac
- ✝ Eglise et Chapelles    🏰 Centre ville



- 1 Fontaines : (1) de Canabas, (2) du Pré Commun, (3) de Pailargues, (4) de Bonnefont.
- + Église et Chapelles
 ● Bac,
 ■ Centre ville
- ✶ (6) Moulin à nef de Bonnefont

# CARBONNE AU XVIII<sup>e</sup>s

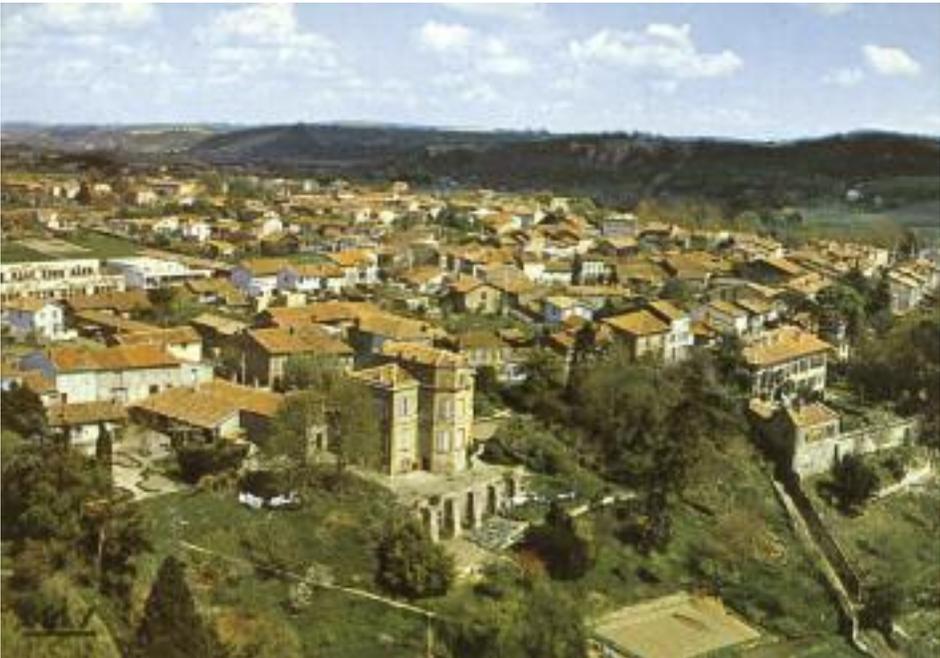


-  Fontaines : (1) de Canahas, (2) du Pré Commun, (3) de Paillargues  
(4) de Bouzefont.
-  Bac
-  Eglise et Chapelles
-  H Hôpital
-  Centre ville



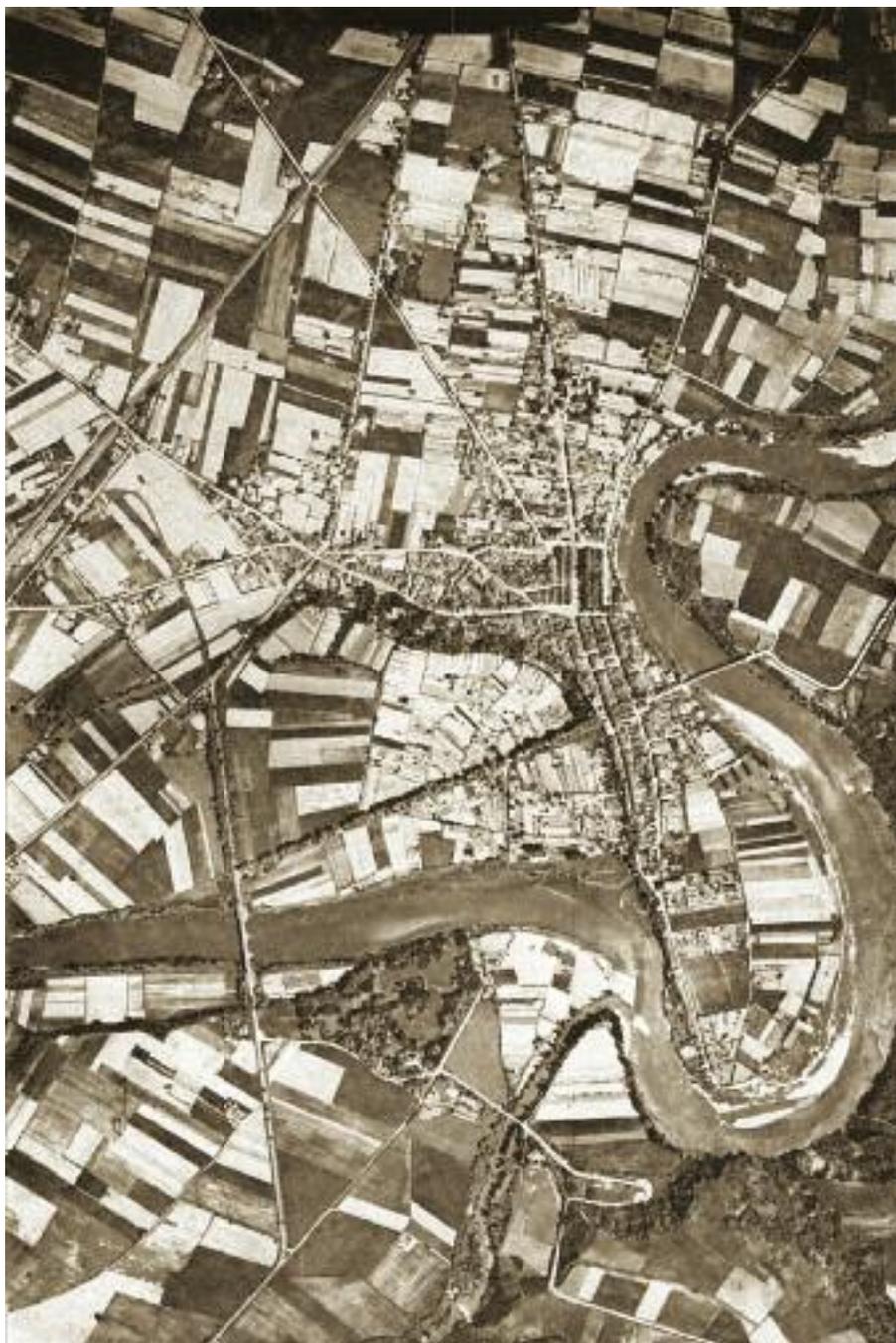


**Carbonne, vue générale  
(carte postale collection Jean Faragou).**



**Carbonne, centre ville  
(carte postale collection Jean Faragou).**

**Vue aérienne de l'agglomération de Carbonne  
en 1942 au centre d'un damier agricole.**



**Vue aérienne de l'agglomération de Carbone en 1975 mettant en relief le développement urbain.**





**Halle aux grains.**



**Piscine municipale.**



**Jardin du Musée Abbal.**



**Collège André Abbal.**



**Mairie.**

## Quelques dates et événements :

- 1820 : installation d'un éclairage public à huile.
- 1840 : construction de la halle aux grains.
- 1846 : création du bureau de poste.
- 1860 : construction de l'Hospice Jallier avec le legs de Jean, Pacôme Jallier, châtelain du Bois-de-la-Pierre au château de Trémoulet.
- 1862 : arrivée du chemin de fer sur la ligne de Toulouse à Bayonne.
- 1868 : installation de l'éclairage public à pétrole.
- 1872 : création d'une brigade de gendarmerie à pied.
- 1876 : installation du télégraphe.
- 1880 : laïcisation de l'enseignement public.
- 1883 : création du corps des Sapeurs-Pompiers.
- 1884 : reconstruction de la halle aux Marchands, par Esquié, architecte toulousain.
- 1900 : installation du téléphone.
- 1904 : reconstruction du Presbytère.
- 1907 : création de l'adduction d'eau courante.
- 1907 : création de la ligne de chemin de fer de la vallée de l'Arize dit « Le Sud-Ouest ».
- 1912 : éclairage électrique.
- 1912 : naissance de l'Amicale sportive.
- 1923 : le C.O.C. (Club-Olympique Carbonnais) est Champion de France de Rugby 5<sup>e</sup> série.
- 1959 : création du Collège d'Enseignement Général.
- 1963 : édification du barrage de Mancies et de l'usine électrique sous-terrainne E.D.F, route de Rieux.
- 1963 : ouverture de la piscine municipale, rue du Pila.
- 1968 : aménagement du jardin et du « Musée Abbal », rue du sculpteur Abbal.
- 1971 : restauration des orgues de l'église paroissiale Saint-Laurent.
- 1974 : construction de la « station d'épuration » des eaux usées, au bord de la Garonne dans le quartier de la Ville Basse, et creusement des premiers mètres du « Tout à l'égout ».

1976 : création du Groupe scolaire Henri Chanfreau.

1975 : démolition du Pont Suspendu et lancement du « Pont du Jumelage ».

1981 : aménagement du complexe sportif « Alfred Prévost », rue Saint-Laurent.

1983 : ouverture du « Tennis couvert », rue Saint-Laurent.

1978-1993 : création et agrandissement des écoles primaires et maternelles « Henri Chanfreau », route de Marquefave.

1981 : arrivée du Gaz à Carbone.

1982 : aménagement de la nouvelle mairie.

1986 : construction de « l'usine de traitement des eaux », à Ceséret, rive droite de la Garonne.

1987 : inauguration du « Centre Socio-culturel du Bois de Castres » sur un terrain de 14 hectares, rive gauche de la Garonne.



**Pont du Jumelage.**



**Groupe scolaire Henri Chanfreau.**



Le Centre Socio Culturel du Bois de Castres comprend :

Une salle des fêtes (réceptions, expositions).

Une salle de cinéma, de théâtre et de spectacles.

Une salle de gymnastique et de danses.

Une salle de Judo.

Un logement de gardien.

Sur le terrain se trouve : Un local « Rencontre-jeunes »

Un Skate-Parc (depuis 2007).

Un parcours-santé (depuis 2008).

Un circuit de promenade le long de la Garonne.

Un terrain de Foot-ball.



Parcours de santé.



Skate parc.



Salle de spectacles.

- 1990 : ouverture de la maison de retraite « Résidence Jallier » dans les jardins de l'ancien hospice Jallier. Capacité de 80 lits. Architectes : Lefebvre et Molinier, avenue Projean.
- 1995 : le C.O.C. est Champion de France de Rugby, Promotion honneur.
- 1996 : Inauguration de la Bibliothèque municipale « François Mitterrand » dans les locaux de l'ancien C.E.S, rue Lucien Cassagne. (300m<sup>2</sup> de surface, 12 300 imprimés, 1 200 C.D.).
- 2000 : ouverture de 6 lits d'hébergement temporaire annexés à la « Résidence Jallier », avenue Projean.
- 2003 : construction de la nouvelle gendarmerie pour le « Brigade du Volvestre », route de l'Arize.
- 2005 : installation de « l'Hôtel de la Communauté des Communes du Volvestre » dans les locaux rénovés de l'Hospice Jallier, avenue de Toulouse. M.Chaumont architecte.
- 2005 : ouverture de la crèche municipale « Mouseline et caramel » route de Marquefave.
- 2006 : aménagement de « l'Office du tourisme », place de la République.
- 2009 : Ouverture de la rue Henri Chanfreau et du parking, entre l'avenue de Toulouse et l'avenue Projean.
- 2009 : aménagement de « la Trésorerie du Volvestre » dans un local de 720 m<sup>2</sup>, anciennement occupé par l'association Emmaüs, place Jules Ferry.



**Résidence Jallier.**



**Bibliothèque municipale.**



**Crèche.**



**Trésorerie du Volvestre.**



**Office du Tourisme.**

## Deuxième partie

# Histoire thématique

### Le Château de la Terrasse

C'est dans la deuxième moitié du XI<sup>e</sup> siècle que Roger de Montaut fait construire au faubourg de la Terrasse à Carbonne un imposant château féodal. En 1415, la seigneurie de la Terrasse appartient à Pons de Montaut, de la puissante famille des Montaut-Noé.



Le 25 septembre 1482, noble Pierre Raymond de la Gabriolle, trésorier général du roi, vend pour 1000 livres, cette seigneurie, à Pierre de Potier (2<sup>e</sup>), jeune, bourgeois de Toulouse, avec juridiction de haute, moyenne et basse justice. Cet achat est confirmé par le Roi en 1494.

Pierre de Potier (2<sup>e</sup>), jeune, seigneur de la Terrasse, devient receveur et payeur des gages des officiers du Parlement de Toulouse, puis Maître des Eaux et Forêts du comté de Comminges.

Vers 1500, il reconstruit le château féodal, crée un grand parc richement arboré jusqu'à Salles-sur-Garonne et une terrasse avec vue incomparable sur les Pyrénées.

Par lettres patentes, en 1522, François 1<sup>er</sup> lui accorde la création de deux foires « annuelles au pied du château », l'installation d'un moulin bladier, d'un bac à péage et d'un port sur la Garonne qui avaient déjà été concédés en 1491, par le roi Charles VIII.



En 1539, il acquiert la seigneurie de Montflourès à Latrape.

Il entre en procès avec les consuls de Carbonne au sujet du droit de péage du bac, du port, des droits du moulin et de l'exercice de la justice. Le procès va durer jusqu'en 1520.

L'arrêt du Parlement de Toulouse condamne les consuls et maintient les droits de Potier.

Il meurt vers 1543.

Son fils Pierre de Potier (3<sup>e</sup>) né en 1475, son héritier, se marie avec Beatrix de Bertier de Pinsaguel.

Il est Secrétaire du roi, Receveur des gages, exploits et amendes, Maître des Requêtes puis Président du Parlement de Toulouse. Il devient Capitoul en 1540.

En 1529 il achète pour 4 000 livres la seigneurie de Saint-Elix et fait construire par l'architecte Laurent Clary, un magnifique château Renaissance.

Son fils Pierre de Potier (4<sup>e</sup>), Maître des ports et passages de la Sénéchaussée de Toulouse, Maître des Eaux et Forêts de Comminges, meurt sans descendance.

Son autre fils Jean de Potier, Président du Parlement de Toulouse, avocat, est marié



**Armoiries de Potier.**

avec Françoise de la Bourgade dont il a eu 15 enfants. Il décède le 15 mars 1611 à la Terrasse.

Le fils de Jean, Etienne de Potier (1<sup>er</sup>), marié avec Marie de Raymond est Conseiller du roi, Maître des requêtes.

Il anime la Fronde Toulousaine contre Mazarin.

Il vend le 16 janvier 1576 la seigneurie de Saint-Elix à Roger de Bellegarde, Maréchal de France.

Un autre fils, Etienne de Potier (2<sup>e</sup>), Président du Parlement de Toulouse, Syndic Général de la Province du Languedoc, reste en procès avec les consuls de Carbonne au sujet du Grand Port et du paiement de la taille, jusqu'en 1666.

En 1669, Etienne de Potier (2<sup>e</sup>) fait construire une chapelle, près du château, qui sera consacrée sous le vocable de Saint-François, le 4 octobre 1670 et alloue une rente de 200 livres par an pour le service religieux au curé de Carbonne.

Fin 1698, il loue pour 3000 livres, les dépendances du château aux Etats du Languedoc, pour y installer, sous l'impulsion de Colbert, une Manufacture Royale de Draps. Des ouvriers hollandais sous la direction d'un certain Goertz (ou Gourse) viennent mettre en place la fabrication et assurent l'apprentissage des carbonnais. Parmi eux arrive aussi, à Carbonne, Barthélémy Jallier, tondeur de draps, originaire de Grenoble qui épousera une carbonnaise, Guillaumette Pujol et dont plusieurs descendants joueront un rôle important à Carbonne.

Les draps de la Terrasse sont exportés vers les pays du Levant par le Canal du Midi, achevé en 1680, et les ports de Narbonne et de Montpellier.

Jean Marcassus, baron de Puymaurin, ancien capitoul, prend la direction de la manufacture en 1712, et d'autres hollandais et belges arrivent à Carbonne et épousent des demoiselles carbonnaises. La Manufacture emploie 150 ouvriers et 2.600 tisserands à domicile.

En 1728, la mauvaise qualité et la fermeture des débouchés du Levant entraînent une crise très grave et le chômage.

Mécontents de leur imposition, les ouvriers et habitants de la Terrasse demandent en 1762 la séparation financière et politique d'avec la commune de Carbonne, ce qui leur fut refusé.





Blason des d'Hautpoul.

En 1764 l'activité est à nouveau florissante et emploie 3336 personnes, puis décline jusqu'en 1789 où la manufacture cessera son activité sous la direction de Thomassin.

Etienne de Potier (2<sup>e</sup>) meurt en 1710 sans héritier mâle, au château de la Terrasse.

Françoise de Potier, fille d'Etienne (2<sup>e</sup>) épouse le 4 janvier 1630, Anne de Roux, né en 1599, Juge-mage et Président-Présidial, baron de Puivert et de Sainte-Colombe. Ils auront 13 enfants et Anne de Roux meurt en 1653. Leur fils Pierre de Roux, seigneur de Montbel, Pexiora et Besplas, Syndic Général de la Province du Languedoc devient à la mort d'Etienne (2<sup>e</sup>), seigneur de la Terrasse. Il épouse Marthe de Peyrat. Pierre de Roux décède en 1735 sans descendance mâle et ses gendres lui succèdent.

**FORGES**  
d'  
Auzouville.

Levées en Puile Ordinaires  
Supérieures ou. Ar. de Soie

**LOUIS MONTOUSSÉ & C<sup>ie</sup>**

à la Terrasse, par Carbonne (H. Gironne.)

**ENTREPÔT**  
à Toulouse  
Rue de l'Écluse, N. 1.  
M<sup>rs</sup> TERRAS SACARRÈRE.  
& C<sup>ie</sup>

Facture pour M<sup>rs</sup> M... à ...  
par l'entremise de ...  
Payable à ...

N <sup>o</sup>	Q <sup>te</sup>	Description	Unité	Prix	Total
7	1	Bois, bois blanc, traité, sup. 9m <sup>2</sup>	75 <sup>h</sup>	70	5250
	1	Bois, bois blanc, traité, sup. 9m <sup>2</sup>	75 <sup>h</sup>	85	7125
					12375

La Terrasse, le 6 Mars 1803



de Toulouse installe une deuxième fabrique, reprise par un ancien contre-maître, Raymond Calmettes, elle fermera vers 1872.

Alfred-Paul meurt en 1892, sa fille Alix avait épousé en 1871 Joseph, Antonin, Etienne de Bonnin, marquis de Fraysseix et son autre fille Berthe, Max, Comte de Faulong, en 1875 ; le moulin fonctionne encore mais la fortune terrienne a été engloutie et les successeurs ne pourront redresser la situation.

Le château est vendu en 1901 à Madame Lacombe née Mercadier, puis en 1939, aux enchères, pour 90 000 F à Monsieur Ribat, négociant en bestiaux. Celui-ci vend les arbres du parc transformé en prairies, le mobilier, et démantèle la bâtisse après la 2e guerre mondiale.

Sur le compoix de Carbonne de 1670, noble François de Potier détenait sur Carbonne 260 hectares. Du temps de sa splendeur en 1750, le domaine de la Terrasse comprenait 12 métairies à Carbonne, Rieux et Latrape, la Manufacture royale de draps, des maisons ouvrières, une auberge, un moulin bladier, un bac et un port sur la Garonne, ce qui rapportait plus de 12.000 livres.

En 1967, quelques carbonnais créèrent « *L'association des Amis du Château Historique de la Terrasse* » dans le but de sauver les restes de l'édifice et de tenter une restauration. Devant l'énormité de la dépense le projet fut abandonné.

---

Sources :

- *Histoire de Carbonne*, de l'Abbé Joseph Dedieu. 1953
- *Carbonne au temps de Louis XIV*, mémoire de maîtrise de Nelly Huerta. 1984.
- *Carbonne, huit siècles d'histoire*, de Henri Ménard. 1985.

## La batellerie

Depuis l'époque Gallo-romaine et jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le transport de lourdes marchandises se faisait par voie fluviale. Les routes étaient souvent en mauvais état et le matériel ne permettait pas de véhiculer les fardeaux importants. L'arrivée du chemin de fer en 1862 a ruiné cette activité.

À Carbonne, la Garonne servait à descendre jusqu'à Toulouse puis à Bordeaux toutes sortes de matériaux, de produits manufacturés, de récoltes et aussi de personnes et d'animaux.

Du XVI<sup>e</sup> jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la batellerie y fut florissante.

Ainsi, nous savons que les marbres de Saint-Béat et de la vallée d'Aure sont passés sur la Garonne, à Carbonne, vers Toulouse, Bordeaux puis le Havre, Rouen, pour la construction du château de Versailles. Il en est de même des pierres de taille de Roquefort et des carrières de Belbèze, de Furnes et d'Auzas, pour la construction des hôtels particuliers, des maisons, des églises et des monuments de Toulouse et sa région.

L'ouverture du Canal du Midi en 1682 a permis le commerce vers la Méditerranée. Les tissus fabriqués par la Manufacture royale de draps de la Terrasse descendaient par voie d'eau à Toulouse puis vers les ports de la Méditerranée.

La batellerie utilisait des barques à fond plat fabriquées dans les chantiers navals de Cazères-sur-Garonne, propriétés des familles Atoch ou Lécussan, appelées « *bateaux cazériens* ». Ceux-ci pouvaient transporter de 10 à 25 tonnes de fret, suivant la hauteur des eaux. Ils mesuraient 19 m de long sur 2,50 m de large et 1 m de haut. Ils étaient manœuvrés par un patron marinier et 3 ou 4 matelots.

Les radeaux étaient plus difficiles à manœuvrer. Ils étaient utilisés surtout pour la descente du bois et de grosses charges.

Les « *coches d'eau* » étaient réservés aux voyageurs. Il fallait, suivant la saison, 5 à 6 heures pour se rendre à Toulouse depuis Carbonne, ce qui était plus rapide que par voie terrestre. Le retour se faisait plus vite par la diligence. De Carbonne, partait trois fois par semaine en alternance avec celui de Cazères, un service de voyageurs pouvant contenir 60 à 80 personnes.

Selon L. Dutil « en 1778 du port de Carbonne partaient toutes les semaines 8 à 10 barques pour Toulouse, chargées de provisions venant de la plaine de Rieux et Montesquieu ».



**Pêcheurs de sable (carte postale collection Claude Ferré).**

À côté du transport, il existait des barques plus petites appelées « Garrabots » utilisées pour la pêche des poissons ou pour la pêche du sable. Elles mesuraient 8,50 m de long, 0,76 m de large et 0,40 m de haut.



**Garrabots au Grand Port (carte postale collection Jean Farragou).**

Une fois arrivés à Toulouse les grands bateaux cazériens qui étaient en chêne, étaient démontés sur place et vendus comme bois de chauffage ou bois d'œuvre aux toulousains. Les plus petits étaient remontés à Carbonne ou au-delà par le chemin de halage qui longeait le fleuve, tirés par des chevaux, des bœufs ou par la force humaine. Il fallait 3 à 4 jours pour remonter de Toulouse à Carbonne.

## **Il existait à Carbonne 4 ports :**

1. *Le port de la Terrasse* qui appartenait au seigneur de la Terrasse,
2. *Le Grand port* au niveau des Gages,
3. *Le port du Pila* qui servait surtout à la traversée pour les travaux agricoles et les récoltes de la rive droite, enfin
4. *Le port de Galeppe* ou *de Bax* situé au niveau du bac du même nom vers l'ancienne route de Lacaugne.

Le fret était constitué de bois de construction et de chauffage, de chaux et de plâtre, de pierre de taille, de sable, de briques, etc.

À la saison, les fruits et les légumes de la vallée de l'Arize fournissaient les marchés de Toulouse.

La Garonne est un fleuve capricieux avec des eaux soit trop basses soit trop hautes et la navigation n'était souvent possible que lors des étiages de printemps ou d'automne, « *l'aygat de printemps et l'aygat de septembre et de novembre*. ». Ainsi la plupart des bateliers avaient un deuxième métier, brassiers ou tisserands, qui leur permettait de survivre pendant les périodes non navigables. C'était un métier dangereux en raison des crues, des encombrements, des remous du fleuve et les naufrages et noyades étaient courants. Le fleuve était souvent encombré de rochers, d'arbres et objets divers entraînés par les crues. Les moulins à nef et les chaussées rendaient aussi le passage difficile.

La batellerie était l'activité principale de nombreux carbonnais qui habitaient en majorité dans le quartier du Bout du pont, les rues de l'Église, et le quartier de la Terrasse.

Nous savons par les registres paroissiaux et d'état civil qu'ils étaient recensés en : bateliers, marins, radeliers, matelots, radoubeurs de bateaux ou cantonniers de marine.

Leur sainte patronne était Sainte-Catherine.

Il existait à Carbonne un registre d'inscription maritime dont nous avons perdu la trace.

Les familles de bateliers et marins étaient les Crabère, Bouas, Guillaumat, Doumeng, Rançon, Bronzes, Reule...

Lorsqu'ils étaient incorporés dans les armées du Roi ou de la Répu-

blique ils étaient versés dans la Marine de haute mer et plusieurs ont péri en mer lors de combats ou de naufrages.

### Bibliographie :

- Philippe Delvit, *Le temps des bateliers*, éditions Privat, Toulouse, 1999.
- Jean Gardel, *Historique de la Batellerie à Cazères*, in *Revue du Comminges*, tome LXXXI, 1968.
- Louis Lécussan, *Notes sur la batellerie à Cazères*, in *Revue du Comminges*, tome LXXXI 1968
- Gabriel Manière, *De la vie de la Garonne au XIX<sup>e</sup> siècle en amont de Toulouse*, Société des Études du Comminges, imprimerie Fabbro, Montrejeau, 1995.
- Henri Ménard, *Carbonne, huit siècles d'histoire*, imprimerie Mauri, Saint-Girons 1985.

# Le franchissement de la Garonne et de l'Arize

## Le pont du Pila

Il existe au milieu de la Garonne une pile de pont, à demi renversée. C'est le vestige d'un ancien ouvrage qui aurait été construit par les moines de Bonnefont vers 1264 et emporté par une crue du fleuve en 1456. Cette pile est faite de briques et de pierres cimentées par un mortier qui résiste au temps et à l'usure de l'eau. Pour cela, certains en font les restes d'un pont gallo-romain.



Le pila (coll. Claude Ferré).

## Le pont sur l'Arize ou pont de Ferrery



Le pont sur l'Arize (coll. Jean Faragou).

C'est le plus ancien pont de Carbonne

Sur la route de La-trape, la traversée de l'Arize sur le site de Loude, se fait par un pont de briques à une seule arche. Ce pont a été reconstruit en 1671 sur les restes d'un pont plus ancien emporté par une crue. À l'origine, il était associé au pont du Pila et permettait d'ac-

céder par la rive gauche de l'Arize, à Gonac, à la ville de Rieux et son amont.

La clé de l'arche comporte les emblèmes de la province du Languedoc et du diocèse de Rieux. En 1971 il a été renforcé et élargi.

## Le pont de Pierre

Le pont du Pila ayant été emporté par la crue de la Garonne de 1456, jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle, le franchissement de la Garonne se faisait à Carbonne par quatre bacs :

1. *Le bac de Galeppe* ou *de Bax* qui permettait d'atteindre Lacaugne et le Terrefort.

2. *Le bac du Grand Port* ou *du port Garaud* qui rejoignait l'Allée et les Gages à Cezeret sur la rive droite et appartenait à la ville de Carbonne

3. *Le bac de la Terrasse* qui appartenait au seigneur du château

4. Un quatrième bac fonctionnait au niveau du Pila, à l'automne, pour le passage des récoltes et des vendanges de la rive droite.

Ces bacs étaient à péage et manœuvrés par des nautoniers soumis à un bail. Ils pouvaient transporter des passagers, du bétail, des carrosses, des charrettes etc.

En raison des crues de la Garonne, ils étaient souvent impraticables, de même que leurs chemins d'accès.

En 1665, une première étude fut lancée pour la construction d'un pont « *afin de faciliter le commerce du plat pays avec les monts pyrénéens ce qui est d'autant plus nécessaire que les guerres avec l'Angleterre et la Hollande ayant interrompu depuis quelques années la traite des blés et des vins du Haut-Languedoc par Bordeaux* ».

Le pont de Buzet sur le Tarn ayant été incendié, sa réparation utilisa le financement prévu pour le pont de Carbonne.

À la demande du diocèse de Rieux, présentée aux États du Languedoc par le Sieur de La Fage, syndic général, une nouvelle étude fut entreprise en 1764 en « *raison du danger qu'il y a à passer au port de Carbonne à raison de la rapidité de l'eau qui fait échouer quelquefois la barque contre les maçonneries qui sont dans le lit de la rivière au-dessous du port* ».

D'autre part il n'y avait aucun pont entre Toulouse et Saint-Martory et malgré la vigoureuse protestation des habitants de Cazères-sur-Garonne, le lieu de Carbonne fut choisi.

Il permettrait le passage d'un grand nombre de voyageurs et une grande quantité de marchandises entre la Guyenne, la ville de Rieux, la vallée de l'Arize et le comté de Foix.



Le pont de Pierre (coll. Jean Faragou).

Ce pont fut bâti sur les plans de l'architecte Joseph-Marie de Saget, directeur des travaux publics de la province du Languedoc. Les entrepreneurs Sabatié, Gasc et Roux obtinrent en janvier 1765 l'adjudication pour un prix de 205.000 livres et une durée de travaux de 6 ans. En réalité, la construction dura 15 ans et les entrepreneurs furent ruinés.

Après les modifications des fondations et des structures, et les dégâts causés par les grandes inondations de 1779, la dépense dépassa 345 000 livres

Achevé en 1780, la réception du pont eu lieu le 26 février 1781.

Pour les carbonnais c'est : « *le Pont de Pierre* ».

Les consuls de Carbonne obtinrent de la Province du Languedoc l'aménagement d'une allée entre la ville et le pont, à travers les Gages, appelée allée de Brienne et aujourd'hui allée Frédéric Mistral.

Le « Pont de Pierre » est constitué de trois arches surbaissées de 32 mètres d'ouverture et de 12 mètres au-dessus du lit du fleuve. La longueur du tablier est de 135 mètres et la largeur de 7 mètres. La chaussée était pavée de cailloux roulés.

Les abords d'une largeur de 15 mètres étaient bordés par quarante bornes en pierre de taille dont une partie fut déplacée pour d'autres chantiers. Certaines à l'entrée de la ville de Montesquieu-Volvestre et d'autres, pour orner les entrées du Préau à Carbonne.

Ce pont d'une grande qualité et dont les plans sont déposés à l'Ecole Nationale des Beaux-Arts, autrefois utilisés pour l'enseignement des futurs architectes, a résisté au temps et surtout à la catastrophique inondation de juin 1875.

En 1907, le pont était franchi par le chemin de fer à vapeur, « le Sud-Ouest », qui reliait Carbonne au Mas-d'Azil en remontant la vallée de l'Arize, jusqu'en 1936 pour les voyageurs et en 1938 pour les marchandises. En 1982, les rails furent déposés et la circulation rendus exclusivement aux véhicules routiers.



**Le pont de Pierre et le « Sud-Ouest » (coll. Jean Faragou).**

## Le Pont Suspendu

Devant la fréquentation du bac du port de Bax ou de Galeppe, la construction d'un pont pour franchir la Garonne est envisagée dès 1844, pour aller vers Lacaugne et Lézat.

En 1856, une société constituée de propriétaires et de notables carbonnais, présidée par Dupau et Ayrolles, lance un pont suspendu. Cette société avait émis 85 actions de 500 F.

Ce pont qui traversait la Garonne d'un seul jet, était appelé par les carbonnais « *le pont de fil de fer* ». Le tablier était en bois et les jours de vent d'autan ou sous de lourdes charges il se balançait dangereusement.

C'était un pont à péage, concédé à la société pour 98 ans et 6 mois.

### Sa traversée coûtait :

0,05 fr. pour une personne à pied, un cheval, un bœuf ou un âne ;  
0,02 fr. pour un veau, un mouton ou une paire d'oies ;  
0,50 fr. pour une voiture suspendue à 2 ou 4 roues attelée d'un cheval ;  
0,80 fr. pour une charrette ou un char attelé d'un cheval ou d'une paire de bœufs ;

1,00 fr. pour une charrette ou un char attelé de 2 chevaux ou de 4 bœufs ;

Les charrettes transportant des récoltes ne payaient que 0,20 fr.

En 1890, la commune racheta le pont au prix de 300 fr. l'action et le passage devint gratuit.

L'entretien était assuré par la commune de Carbonne et en 1892 les communes de Lacaugne et de Montgazin refusèrent d'y participer.

À tour de rôle les charpentiers de la ville assuraient l'entretien du tablier en bois.

En 1975, il fut remplacé par un ouvrage en béton baptisé « *pont du Jumelage* ».



Le pont suspendu  
(coll. Jean Faragou).



Le pont suspendu (coll. Jean Faragou).

# L'École

Sous l'Ancien Régime, l'instruction des enfants était dispensée par des Régents (prêtres, clercs, diacres, escoliers de l'Université ou parfois laïcs), choisis par concours au mois de juin, agréés par le Recteur de Carbonne et l'Évêque de Rieux. Ils assuraient l'enseignement de la lecture, de l'écriture, de l'arithmétique mais aussi l'instruction religieuse. L'école se tenait dans une salle de la maison commune. Le régent était payé par la communauté (150 livres par an au XVIII<sup>e</sup> siècle) et par les familles selon leurs moyens (environ 20 écus par trimestre). Les familles aisées engageaient pour l'instruction de leurs enfants des précepteurs laïques ou religieux.

Après la Révolution Française, les communes commencent à recruter des maîtres d'école et à ouvrir des écoles d'abord pour les garçons plus tard pour les filles. Le maître d'école était rémunéré par la commune et par un supplément payé par les familles avec un tarif différent pour apprendre à lire et écrire, ou pour apprendre à compter. Les enfants pauvres pouvaient suivre l'enseignement gratuitement.

Sous l'Empire et la Restauration, l'instruction primaire est négligée faute de maîtres et de ressources. Il existait cependant à Carbonne une école publique de garçons à la charge de la commune et des parents.

À partir de la loi Guizot de 1833, l'enseignement primaire devient une compétence communale et il est fait obligation aux communes de plus de 500 habitants de construire une école primaire publique pour les garçons. Le recrutement des Maîtres était du ressort de la commission municipale.

En 1840, la rétribution du maître est de 1,50 fr par mois pour la lecture et l'écriture et de 2 fr par mois avec le calcul. La communauté assure le logement.

À Carbonne, en 1849 le curé Périssé lègue un jardin et 2 300 fr « pour construire une école pour l'instruction des enfants pauvres dans un délai de 8 ans ». Ce legs est réservé à la fabrique de l'église.

En 1857, la commune confie à trois Frères de la Doctrine Chrétienne, l'enseignement gratuit dont les charges sont assurées par le budget communal (1 200 F à 1 800 F par an). Il y a près de 100 élèves.

Le 10 mai 1860, le conseil municipal et son maire Hyancinthe Prosper de Lagarrigue fait établir les plans et devis pour la construction d'une école de garçons dans le local Périssé (chemin de l'église, actuellement, 18, rue Abbal). Ce devis établi par l'architecte Esquié, se monte à 9.200 F dont 6.000 F par dons volontaires. Il prévoit deux salles de classe pour 100 élèves avec parloir, dépendances et logement de l'instituteur au premier étage. Le 9 novembre 1862 la première pierre est posée et il est décidé d'ajouter une bâtisse pouvant servir de cuisine et autre. Pour réduire la dé-

pense il est décidé d'utiliser les peupliers et les saules du Grand Port.

Le 8 novembre 1863 le gouvernement accorde une subvention de 3.000 F, la souscription volontaire est portée à 4.000 F. Le 15 mai 1865 les édiles se penchent sur les dépassements de la construction de la maison d'école qui vient d'être terminée.

Le 7 juin 1866 le Directeur de l'École Chrétienne Communale écrit directement au ministre de l'Instruction Publique pour demander « *un secours pour pourvoir la maison d'école de contrevents et de persiennes qui manquent aux 14 croisées et ouvertures exposées au midi avec le vœu qu'il ferait plaisir de faire cadeau à l'école d'un portrait du Prince Impérial* ».

L'état définitif des dépenses de la construction fait apparaître le 16 février 1866 un déficit de 900 F.

Il existe en 1875 : une école dirigée par les Frères des Écoles Chrétiennes dans un local appartenant à la Mairie.

Une école dirigée par un instituteur laïque dans la salle principale de la Mairie.

Le 6 juin 1878, la municipalité décide que l'école communale sera à l'avenir dirigée par un instituteur laïque et qu'une nouvelle école sera créée



dans une salle de la mairie. Le conseil municipal décide le 19 mai 1879, de la suppression de l'école dirigée par les Frères et le 14 septembre reprend les locaux et dépendances qu'ils occupaient.

Le 31 octobre 1879, l'école communale laïque dirigée par Monsieur Bordes est transférée dans le local appartenant à la commune au chemin de l'Église et précédemment occupé par les Frères.

Les lois Jules Ferry interdisent en 1880, l'enseignement public aux membres des congrégations non autorisés et en 1881-1882, l'école publique devient : gratuite, laïque et obligatoire. L'instituteur devient fonctionnaire de l'État.

Le 14 mai 1880, il est décidé de la création d'une école communale des filles. Elle sera provisoirement installée à la maison Gaubert (Mairie actuelle, place Jules Ferry, autrefois l'esplanade) puis dans l'établissement communal chemin de l'Église occupé par les garçons, ceux-ci devant occuper une nouvelle école en construction (Mairie actuelle). La directrice de l'école des filles est Madame Gleyzes. L'école des filles occupera le local du legs du curé Périssé, dit école de la Vierge (18, rue Abbal) jusqu'en 1957 pour revenir dans l'immeuble Gaubert.

Le 29 juin 1882 la Salle d'Asile (ou école maternelle) installée à l'Hospice Jallier avec le concours de la Fabrique qui a acquis le matériel, est interdite car il ne peut exister d'école auprès d'un refuge de malades. Le conseil décide de reprendre le jardin contigu à l'école des filles d'une superficie de 8 ares qui est encore en possession du curé, afin d'y construire une école maternelle. Devant le refus du Conseil de Fabrique ce projet est abandonné et on décide le 3 octobre de louer la maison de Madame Huguét pour installer les tout-petits puis finalement les granges de la maison Gaubert.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle est créé un cours complémentaire d'une douzaine d'élèves. Ils seront 29 en 1926

En 1931 fut édifiée une École Primaire au hameau du Lançon, comprenant 2 classes.

L'École Primaire des Garçons et le Collège d'Enseignement Général seront construits rue Lucien Cassagne en 1959, tandis que l'École Primaire des Filles et la Maternelle s'installeront dans les locaux de la maison Gaubert (rue de l'église)

En 1963, l'École Primaire des garçons revient dans la vieille école du chemin de l'Église, tandis que les filles occupent des bâtiments préfabriqués rue des Fleurs.

Le Groupe Scolaire Henri Chanfreau, rue Étienne Prosjean, accueillera, en 1976, toutes les classes mixtes du primaire (12 classes) et la maternelle (5 classes). Après avoir été agrandi et rénové en 2003, il accueille aujourd'hui 16 classes élémentaires et 8 classes maternelles.

Le Collège d'Enseignement Général (C.E.G) deviendra Collège d'Enseignement Secondaire (C.E.S) en 1972 et déménagera à Maraston, route de Marquefave, en 1994, pour l'actuel Collège André Abbal.



**Le collège en 1962. (coll. Jean Faragou).**



**Collège André Abbal en 2009.**

# Conclusion

Nous voici au terme de cette rapide évocation de l'histoire de notre cité.

Puissent ces éléments inciter les anciens et nouveaux carbonnais à s'intéresser à la longue vie de Carbonne et vouloir continuer à écrire de nouvelles pages, dans la fraternité et la tolérance ?

Nos ancêtres ont eu leur lot de souffrances, de difficultés qu'ils ont supportés avec courage, mais aussi de joies et de réussite. C'est pour nous l'espoir de surmonter aussi nos problèmes et de vivre en harmonie vers le progrès.

L'association « Histoire et traditions carbonnaises », vous remercie pour vos encouragements et souhaite votre aide. Grace à celle-ci nous espérons pouvoir plus tard, compléter l'évocation de cette histoire.

## Bibliographie

- Raymond Bosc, *Monographie de la commune de Carbonne*, A.D.H.G, 1885.
- Abbé Joseph Dedieu, *Histoire de Carbonne, les institutions communales d'une bastide sous l'ancien régime*, chez l'auteur, 1953.
- Gabriel Manière, *De la vie de la Garonne au XIX<sup>e</sup> siècle en amont de Toulouse*, Société des Études de Comminges, Imp.Fabbro, Montréjeau, 1995.
- Henri Ménard, *Carbonne, huit siècles d'histoire*, Imp. Mauri, Saint-Girons, 1985.
- Jean-Michel Minovez, *L'impossible croissance en Midi toulousain ?*, éditions Publisud, Paris, 1997.



# Table des matières

---

Mot du Maire.....	5
Avant-Propos.....	7

## **Première partie : Histoire chronologique : 9**

- La période Gallo-Romaine .....	9
- Le Moyen-Âge .....	9
- Les guerres de Cent Ans et de Religion .....	11
- Les XVII <sup>e</sup> et XVIII <sup>e</sup> siècles .....	12
- La Révolution et l'Empire .....	13
- Les XIX <sup>e</sup> et XX <sup>e</sup> siècles .....	15
- Quelques dates et événements à noter .....	24

## **Deuxième partie : Histoire thématique : 27**

- Le château de la Terrasse .....	27
- La batellerie .....	33
- Le franchissement de la Garonne et de l'Arize .....	37
- Le pont du Pila .....	37
- Le pont de Ferrery .....	37
- Le pont de pierre .....	38
- Le pont suspendu .....	40
- L'École .....	41

### **Plans :**

- Carbonne au XIII <sup>e</sup> siècle .....	16
- Carbonne au XV <sup>e</sup> siècle .....	17
- Carbonne au XVII <sup>e</sup> siècle .....	18
- Carbonne au XVIII <sup>e</sup> siècle .....	19
- Carbonne en 1650 .....	20
- Carbonne en 1942 .....	22
- Carbonne en 1975 .....	23

## **Conclusion ..... 45**

Bibliographie .....	45
---------------------	----

*Tous droits réservés*

Textes et photos : Histoire et traditions carbonnaises

Maquette et mise en pages : Service communication de la ville de Carbonne.

Éditeur : Ville de Carbonne, place Jules Ferry, 31390 Carbonne.

Imprimerie Cazaux, 31600 Muret.

N° ISBN : 978-2-9534269-0-8

*Achevé d'imprimerie en juillet 2009.*